

Rapport de la Conference

Declaration de Tampere de la
Conference "Global Welfare '94"

Declaration de Tampere du CIAS

La lutte contre la pauvreté et l'inégalité à l'échelle mondiale

global
WELFARE '94

3 - 7 juillet,
1994,
Tampere,
Finlande

26ème Conférence mondiale du CIAS

Rapport de la Conférence

Déclaration de Tampere de la Conférence "Global Welfare '94"

Déclaration de Tampere du CIAS

La lutte contre la pauvreté et l'inégalité à l'échelle mondiale - Global Welfare '94

**Comité National Finlandais du CIAS
Octobre 1994**

SOMMAIRE

INTRODUCTION	4
RAPPORT DE LA CONFERENCE "GLOBAL WELFARE '94" Ronald Wiman, rapporteur général	5
DECLARATION DE TAMPERE DE LA CONFERENCE "GLOBAL WELFARE '94"	10
DECLARATION DE TAMPERE DU CIAS	26

INTRODUCTION

Le **Conseil international de l'action sociale** a organisé, du 3 au 7 juillet 1994 en Finlande, sa 26ème Conférence mondiale sur le thème "Global Welfare '94 - Lutte contre la pauvreté et l'inégalité à l'échelle mondiale".

Les conclusions de la Conférence font l'objet de cette brochure. Quant aux discours et aux résumés des communications présentées dans les différents ateliers, ils ont été publiés avec le programme de la Conférence.

La **Déclaration de Tampere de la Conférence "Global Welfare '94"** a initialement été préparée en Finlande et remise aux participants de la Conférence à titre de document de référence pour les discussions et les résumés. La version finale reproduite dans cette brochure a été complétée et amendée à la lumière des commentaires présentés par les participants et les orateurs chargés des exposés principaux. Le contenu de la Déclaration a été structuré de façon à être utile pendant la préparation du Sommet social des Nations unies.

Le **Rapport de la Conférence** rédigé par Mr. Ronald Wiman, rapporteur général de Finlande, constitue un résumé officiel des discussions et des recommandations de la Conférence.

La **Déclaration de Tampere du Conseil international de l'action sociale** constitue un programme politique adopté par le Comité des représentants du Conseil. Même si sa période d'application s'étend jusqu'à l'an 2000, elle vise aussi le Sommet mondial des Nations unies pour le développement social.

Les organisateurs finlandais de la Conférence souhaitent remercier toutes celles et tous ceux qui n'ont pas ménagé leurs efforts avant et pendant la Conférence pour aider à rédiger ces documents et ils espèrent que les lecteurs les jugeront intéressants et utiles.

Helsinki, octobre 1994

RAPPORT DE LA CONFERENCE "GLOBALWELFARE '94"

présenté par Mr. Ronald Wiman, rapporteur général, à la session de clôture, le 6 juillet 1994

Messieurs les ministres,
Chers participants,

C'est pour moi un grand privilège de prendre la parole à la session de clôture de la Conférence "Global Welfare '94". Aujourd'hui nous approchons de la conclusion de plusieurs journées de travail intensif ici à Tampere. Des journées marquées par d'excellents exposés, un grand nombre d'ateliers hautement intéressants, des débats constructifs, des échanges d'idées, des rencontres entre vieux amis, des partenariats nouveaux. En un mot, les réseaux s'élargissent.

Il m'incombe la tâche difficile, sinon impossible, de vous faire un compte rendu des travaux de la Conférence. Permettez-moi au nom des rapporteurs, - Mlle Kay Ku, M. David Kramer et moi-même - de vous présenter un bref résumé des questions clés soulevées à cette Conférence. Je serai forcément obligé de généraliser un grand nombre de problèmes qui ont fait l'objet d'une discussion fort détaillée.

Les résumés publiés dans le fascicule contenant le programme de la Conférence vous donneront une information autrement plus complète que celle que je saurais vous donner maintenant. En outre, il vous a été distribué deux documents de référence dans le but de mieux centrer les discussions pendant et après la Conférence.

"Le Manifeste de Tampere du CIAS" a été adopté par les instances dirigeantes du CIAS en tant que déclaration de principe de cette organisation et, j'en suis persuadé, vous lui donnerez votre appui.

Le projet de la Déclaration de Tampere de la Conférence "Global Welfare '94" a été élaboré sur la base des contributions reçues par le Comité organisateur finlandais avant la Conférence. Ce projet a été amendé en fonction des commentaires exprimés lors de la Conférence. Parmi les modifications importantes il faut retenir l'insertion d'un chapitre sur les femmes et le développement. Nous avons également ajouté quelques considérations sur la situation des enfants et des familles. Une version amendée et rédigée adéquatement sera disponible sur demande.

Il est à espérer que ces deux documents vous aideront à mieux situer les problèmes de cette Conférence dans le contexte du Sommet mondial pour le développement social.

Mesdames et Messieurs,
notre résumé s'énonce comme suit:

- 1 "La croissance économique rapide qui a marquée les cinquante dernières années n'a pas toujours engendré une vie meilleure pour tous. Il y a eu des gagnants et des perdants. Le fossé entre pays riches et pays pauvres n'a cessé de se creuser. Il y a eu développement et maldéveloppement. Les limites naturelles à la croissance de la consommation sont sur le point d'être atteintes, alors qu'un grand nombre de personnes n'est même pas encore parvenu à un niveau de consommation supérieur au minimum vital.
- 2 Nombreux sont les pays dont le tissu social tend à se scinder en deux, en citoyens de classe A et B - en ceux qui sont maîtres de leur vie et ceux qui sont exclus du courant principal de la société.
- 3 S'il est vrai que certaines doctrines économiques établissent qu'une répartition inégale des revenus et des richesses constitue un préalable à l'efficacité et à la croissance, nombreuses sont les preuves du contraire. Compte tenu que les pauvres tendent à utiliser les ressources le plus efficacement possible, la redistribution des ressources en faveur des pauvres peut rendre l'économie plus performante dans son ensemble.
- 4 C'est pourquoi l'égalisation des chances économiques n'est pas contraire à l'objectif de croissance économique. Loin de là, l'équité et la justice stimulent la croissance, alors que l'opposé n'est pas nécessairement vrai. L'égalité des chances et le bien-être pour tous ne peuvent pas résulter que de la croissance économique, sans qu'il y ait une politique consciente aspirant à une société plus juste.
- 5 La même chose est vraie à l'échelle mondiale: en l'absence de correctifs sociaux, les forces du marché font le jeu des riches. Les ressources des économies plus faibles sont drainées par les économies plus puissantes. Un nouvel ordre économique mondial - un échange plus équitable entre riches et pauvres - constitue la première condition préalable au développement des pays dont les peuples sont victimes d'une pauvreté extrême.
- 6 Selon les concepts traditionnels de l'action sociale, la pauvreté et l'inégalité sont les conséquences d'échecs individuels. Aussi est-il très courant de reprocher aux individus les défaillances du système. Or, les causes de la pauvreté et de l'inégalité ont trait aux structures. Elles ne peuvent être allégées que par des interventions structurelles, des mesures susceptibles de changer les structures du pouvoir dans les domaines social, économique et culturel.
- 7 La pauvreté et l'inégalité ont leurs racines dans les structures hiérarchiques: les structures du pouvoir à l'échelle globale et les structures pyramidales dominées par les hommes dans les sociétés individuelles. Ces structures sont défendues et justifiées à l'aide de théories et d'idéologies uni-dimensionnelles telles que les doctrines économiques simplistes et les intégrismes religieux.
- 8 La charité paternaliste perpétue la pauvreté et fait durer l'inégalité. Sur le plan international, l'aide au développement que le monde industrialisé apporte aux pays dits en développement n'est qu'une goutte d'eau dans l'océan comparé au flux massif de

ressources en sens inverse. L'aide et l'action caritative sont l'invention des riches pour maintenir le statu quo.

9 Toutefois, penser que les conséquences néfastes de l'inégalité et de la pauvreté à l'échelle mondiale puissent être maintenues à distance grâce aux frontières nationales, est une erreur grave. Il n'existe qu'un seul monde, un seul pour tous.

II

10 Les plus vulnérables ont été touchés le plus durement par l'expérimentation continue de doctrines économiques simplistes. Sur le plan mondial, les pays aux fondements économiques les plus fragiles ont compté parmi les principaux perdants. Dans les pays pris individuellement, les moins nantis et les plus faibles - enfants, femmes, handicapés, réfugiés, minorités culturelles et ethniques - ont été frappés le plus sévèrement par les conséquences d'un enthousiasme aveugle pour le marché libre.

11 Ainsi par exemple, nombreux sont aujourd'hui les miracles économiques, derrière lesquels se cache le travail des enfants. Les enfants sont victimes des formes de guerre les plus cruelles qui prennent pour cible la population civile. Les enfants sont les premières victimes de la désintégration des réseaux de sécurité sociale dans les pays engagés dans la voie de la restructuration économique.

12 Il existe un énorme écart entre les principes de la Convention sur les droits de l'enfant et la réalité actuelle. Les enfants héritent de l'avenir que nous, générations adultes, leur avons préparé. Une plus juste distribution des ressources entre les générations adultes et les enfants est, par définition, un préalable au développement durable.

13 Les femmes représentent la majorité de la population mondiale. Toutefois, le monde a été planifié et géré par les hommes. Les diverses formes de discrimination à l'égard de la femme trouvent leur expression la plus cruelle dans la féminisation de la pauvreté: en effet, une proportion alarmante des pauvres est constituée par les femmes et les enfants.

14 Or, au sein de la famille, ce sont les femmes qui prennent les principales décisions économiques et, par conséquent, leurs décisions et actions ont des répercussions macro-économiques majeures. Il est besoin de réviser les paradigmes économiques et sociaux paternalistes pour s'apercevoir du rôle central de la femme, pour concevoir les potentialités sociales, économiques et culturelles inhérentes à l'habilitation de la femme. Il est besoin de voir dans les femmes pauvres les agents du changement capables d'alléger la pauvreté.

15 La pauvreté, le chômage et la marginalisation sont trois manifestations d'un même phénomène: il existe des groupes de personnes qui se voient refuser l'égalité d'accès aux ressources nécessaires à l'organisation de leur vie. Les inégalités sont liées entre elles et la pauvreté a tendance à se transformer en cercle vicieux.

III

16 La pauvreté et l'inégalité sont à la fois la conséquence et l'indication d'un manque de développement. Or, que veut dire développement? Du point de vue de l'individu et de la famille, développement signifie plus de possibilités de satisfaire ses besoins, plus de possibilités de faire ses choix, plus de possibilités de participer à la vie économique, sociale et culturelle, plus d'autodétermination et une confiance croissante dans l'avenir.

17 C'est pourquoi le développement social peut être défini comme processus d'égalisation des chances pour tous de participer pleinement à la vie sociale, économique, culturelle et politique de la société dans laquelle ils vivent. Le développement social engendre plus de liberté pour tous.

18 Sur le plan mondial, le développement social global se doit d'être perçu comme un processus dégagant des possibilités plus équitables pour toutes les nations de participer aux échanges économiques, culturels, politiques et sociaux. Ce dont il est besoin, c'est "d'un commerce loyal, pas d'aide".

19 Il est nécessaire de comprendre que les individus eux-mêmes constituent la principale ressource de développement. Ils sont aussi bien les acteurs du changement que les bénéficiaires du développement social. C'est dire que l'allègement de la pauvreté et des inégalités constitue un investissement dans l'avenir. L'égalisation des chances génère un capital humain, dégage des énergies humaines et un esprit d'innovation.

20 Habilitier tous les individus à réaliser toutes leurs capacités, c'est la clé du développement. Cela rend nécessaire une société inclusive, une société pour tous, une société assimilant les différences et capable de tirer partie des différences au profit de l'individu, de la famille et de la société dans son ensemble.

IV

Comment y parvenir?

21 Les nouveaux paradigmes engagent à privilégier l'action locale, l'habilitation des gens en leur donnant accès aux ressources, l'autodétermination de la personne et les relations de partenariat entre tous les acteurs pertinents de la collectivité et de la société dans son ensemble. L'objectif visé doit être la mise en oeuvre de politiques susceptibles d'élargir les possibilités économiques des plus défavorisés et de garantir le développement humain de tous au niveau de la collectivité. L'allègement de la pauvreté constitue un investissement pour un développement durable.

22 Le monde réel des gens, c'est la communauté dans laquelle ils vivent. C'est là où doit commencer le développement, où les gens doivent participer, où ils sont au centre du développement. Enfin, c'est là que peut se concrétiser ou pas le droit de chaque individu à la sécurité et à l'égalité.

23 Les gouvernements ont la responsabilité de garantir le respect des droits civiques fondamentaux, des programmes sociaux et de la sécurité des personnes. Or, cela ne peut

se concrétiser qu'au niveau de la collectivité et résulter de la coopération et d'un partenariat entre les pouvoirs publics, le milieu des affaires, les organisations non gouvernementales, les familles et les personnes elles-mêmes.

24 La plupart des gens vivent en famille. La famille constitue l'environnement premier et le plus naturel de la prochaine génération. C'est pourquoi, les gouvernements sont appelés à élaborer des politiques intégrées en matière de bien-être de l'enfant et de la famille destinées à soutenir la famille comme entité.

25 La société civile a un rôle central à jouer dans le développement social, car elle confère un pouvoir aux gens leur permettant de se faire entendre par les gouvernements et même les organisations gouvernementales internationales.

26 Le monde s'attend à ce que le Sommet mondial sur le développement social élabore une nouvelle stratégie de développement global et de nouveaux modèles de développement social. Il est important, en ce moment crucial, que les organisations non gouvernementales qui ont accès au processus de préparation du Sommet se fassent résolument les porte-parole des gens. Bien trop d'années ont été perdues dans l'élaboration et l'accumulation de structures et de systèmes. Il est temps maintenant de saisir l'occasion et de placer l'individu au centre du débat sur le développement."

GLOBAL WELFARE '94
26ème Conférence Internationale du CIAS

DECLARATION DE TAMPERE DE LA CONFERENCE
GLOBAL WELFARE '94

APPEL
A L'ELABORATION DE STRATEGIES
DE DEVELOPPEMENT SOCIAL INTEGREES A TOUS LES NIVEAUX
VERS UN MONDE POUR TOUS - UNE SOCIETE POUR TOUS

Sommaire

1. SITUATION SOCIALE DANS LE MONDE ET DEFIS

2. PRINCIPES, OBJECTIFS ET ORIENTATIONS POLITIQUES

2.1. Les priorités

2.1.1. Garantir un environnement favorable à tous les niveaux

2.1.2. La réduction et l'élimination de la pauvreté

2.1.3. L'emploi productif et la réduction du chômage

2.1.4. L'intégration sociale

2.2. Préoccupations spéciales vis-à-vis des catégories les plus vulnérables

2.2.1. Les femmes et le développement

2.2.2. Les droits des enfants

2.2.3. Les personnes handicapées

3. UNE STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT SOCIAL ORIENTEE VERS UNE SOCIETE POUR TOUS

3.1. LE ROLE DES DIVERS AGENTS ET L'APPEL A L'ENGAGEMENT

4. CONCLUSIONS

Note 1: En vue de faciliter la communication avec les organes préparatoires du Sommet mondial, ce texte a été préparé selon la structure recommandée dans le PROJET DE DECISION DU PREPCOM I (11.2.94). Toutefois, les questions devant être traitées dans la Déclaration ont été prises comme cadre de référence et les questions recommandées pour la discussion dans le "Programme d'action" ont été incorporées en tant que "Priorités".

1. SITUATION SOCIALE DANS LE MONDE ET DEFIS

1 Pendant les dernières décennies, le monde en général a connu une forte croissance économique qui, pour autant, n'a pas entraîné la justice à l'échelle mondiale ni le bien-être pour tous. Le fossé entre riches et pauvres n'a cessé de se creuser. Dans certaines régions du monde la croissance démographique entrave tous les efforts visant à améliorer la vie des peuples. Alors que le nombre d'habitants et les besoins se sont accrus plus rapidement que les ressources, les minorités riches et privilégiées, souvent appuyées par des systèmes politiques ou gouvernementaux et des priorités, ont maintenu sinon augmenté leur part des ressources disponibles et accéléré l'appauvrissement de la majorité.

2 Dans les pays riches, le développement économique a conduit à l'exclusion d'un nombre sans cesse croissant de personnes de la vie productive et, par conséquent, du courant principal de la société. Les mesures politiques fondées sur l'hypothèse - vraisemblablement erronée - que la récession actuelle n'est qu'un détour parmi d'autres dans la course indéfinie à l'augmentation de la consommation ont été incapables de relever le défi. Le chômage de masse parmi les jeunes a privé toute une génération d'une participation pleine et entière à la société.

3 S'il est vrai que beaucoup de régions du monde ont connu un développement important, il est aussi probable que les problèmes deviendront encore plus persévérants pour ceux qui en connaissent. Il existe une tendance à scinder définitivement le monde aussi bien que les sociétés individuelles en deux catégories: ceux qui réussissent à relever les défis et ceux qui ne cessent d'être écartés toujours davantage du courant principal.

4 Des attitudes de surenchère concurrentielle, les difficultés fiscales des pouvoirs publics ainsi que les doctrines et les politiques économiques simplistes et inadéquates exacerbent l'érosion des régimes de sécurité sociale. Dans les pays où sont mises en oeuvre des politiques de réajustement structurel, ces mêmes facteurs mènent à un manque d'intérêt pour la reconstruction du secteur social.

5 Les coupes sombres dans les budgets d'aide au développement des pays riches sont l'expression d'un égoïsme aveugle et d'une indifférence à l'égard de notre avenir commun sur Terre. Croire que les effets du surpeuplement et de la surconsommation, de la pollution, de la misère, de la désintégration sociale, de la criminalité et de la violence peuvent être maintenus à l'extérieur des frontières nationales tient de l'ignorance. La Terre est une pour nous tous.

6 L'inégalité et la pauvreté, l'incertitude et l'impuissance engendrent l'intolérance envers ceux qui sont différents. Dans le climat actuel, la planification et les visions positives de l'avenir sont remplacées par la montée d'idéologies nationalistes, l'intolérance, voire la xénophobie virulente et la violence. Le mépris pour les valeurs et la vie humaines s'exprime de la façon la plus cruelle dans les conflits armés, dont le seul objectif semble être l'humiliation, le viol et l'assassinat de civils. Les terrains de jeux sont transformés en champ de tir.

7 Les femmes et les enfants constituent la majorité de la population dans tous les

pays et dans le monde. Cependant, le monde est planifié pour les hommes et géré par les hommes. Dans les pays riches, cela se traduit par des villes conçues plutôt pour les voitures et la consommation que pour les êtres humains et une vie sensée. Dans beaucoup de pays plus pauvres, par contre, la majeure partie du travail productif est effectuée par les femmes et les enfants. L'oppression des femmes et l'exploitation des enfants comptent parmi les facteurs clés entraînant et perpétuant une croissance démographique excessive et la pauvreté.

8 Or, la période actuelle pourrait offrir de grandes possibilités de résoudre les problèmes sociaux urgents dans le monde. La cessation de la guerre froide pourrait dégager d'énormes ressources à des fins constructives. Les médias modernes ont la capacité de créer une prise de conscience mondiale sur un problème particulier, quel qu'il soit. Cela devrait se faire non seulement d'une manière professionnelle et objective, mais aussi inclure les questions à résoudre et les options disponibles. Les moyens technologiques existent. Jamais dans le passé il n'y a eu autant de coopération sur le plan non-gouvernemental et d'interaction transfrontalière directe entre personnes. Les pyramides bureaucratiques se sont effondrées. Les bastions dictatoriaux au service d'une poignée de personnes sont tombés et les principaux obstacles sur la voie d'un processus de démocratisation authentique ont été renversés par les gens eux-mêmes. Si cet élan n'est pas perçu, mis à profit et encouragé, il risque de passer aussi subitement qu'il n'a émergé.

2. PRINCIPES, OBJECTIFS ET ORIENTATIONS POLITIQUES

9 Il n'existe d'autre justification de la légitimité d'un gouvernement que sa volonté de respecter la dignité humaine comme valeur suprême et sa capacité d'assurer la réalisation des droits de l'homme universels pour tous les membres de la société.

10 Tous les humains ont, de par leur nature, la capacité et la volonté d'être des agents actifs à la recherche d'un but dans leur vie plutôt que de se voir réduits au rôle de bénéficiaires de soins soumis au pouvoir et à la volonté d'autrui. Pour pouvoir survivre, l'individu doit avoir accès aux prestations de base. Or, survivre ne suffit pas pour mener une vie sensée. Le bien-être de la personne présuppose en tout premier lieu des chances égales de participer à la société en tant que membre à part entière ayant droit à l'indépendance et à l'autodétermination individuelle permettant des choix personnels.

11 Le Sommet mondial pour le développement social de 1995 se doit d'être un tournant appelant à réexaminer la relation entre la croissance économique et le développement social. Suite à la Conférence des Nations unies sur l'environnement et le développement, il est de mieux en mieux compris qu'il existe des limites à une croissance économique axée sur l'augmentation des niveaux de consommation matérielle. D'autre part, ce sont les personnes et non pas les institutions économiques ou gouvernementales qui se trouvent au centre du développement en tant qu'agents et bénéficiaires du changement. Pour un individu, seul le développement social signifie un développement. Par conséquent, la croissance économique à elle seule ne devrait pas être perçue comme un but en soi, sinon comme un moyen nécessaire, mais insuffisant,

pour aboutir à un développement social durable. En fait, une infrastructure sociale fiable, un régime de sécurité et de prestations sociales sont des préalables nécessaires à la réussite en matière de transformation économique et de développement.

12 L'égalisation des chances visant à élargir la liberté de choix de tous constitue l'essence du développement social. Or, égalité des chances n'est pas synonyme de similarité. Au contraire, la cohésion de la société, l'intégration sociale ne peuvent pas être atteintes en aspirant à l'homogénéité ou à la similitude ni par des tentatives visant à établir des sociétés "ethniquement pures". La lutte entre idéologie "capitaliste" et "communiste" ayant pratiquement cessé, c'est l'intolérance raciale et religieuse qui est devenue la cause principale des conflits armés et des tensions civiles.

13 Il n'y a qu'une seule issue. C'est la voie étroite tracée par les aspirations humaines à une vie meilleure et par les limites que la nature impose à la croissance de la consommation. La recherche d'un développement durable au sein de cette marge étroite commence par la définition de priorités adéquates plaçant la personne au centre du développement. Le développement social est un processus qui consiste à multiplier les chances de chaque personne de se réaliser, à créer des possibilités d'une vie sensée offrant plus de liberté à tous. En outre, la durabilité du développement social implique l'égalisation des chances des générations actuelles et futures.

14 La communauté internationale a traduit la quintessence du développement social dans les stratégies globales définies par le système des Nations unies: "De la nourriture pour tous" (FAO), "Un logement pour tous" (HABITAT), "La santé pour tous" (OMS), "L'éducation pour tous" (UNESCO) et "Un emploi pour tous" (OIT).

15 Toutes ces stratégies sectorielles mettent en évidence le droit de tous à l'égalité des chances et d'accès en ce qui concerne les fonctions fondamentales de la société. Tous les individus sont différents selon leur âge, l'appartenance au sexe, la couleur de la peau, l'appartenance religieuse ou culturelle, les capacités, etc. Ainsi, égaliser les chances signifie prendre en compte, dès la phase de planification, la diversité des caractéristiques, des besoins et des buts personnels.

16 Il n'est pas possible d'alléger de manière significative les vastes problèmes sociaux, l'absence de possibilités pour une activité économique productive, la pauvreté grandissante et la désagrégation de la société en mettant séparément et successivement l'accent sur des groupes cible particuliers. L'approche caritative à l'égard d'un groupe cible est ni efficace ni durable. La première condition préalable au niveau des efforts visant à permettre aux groupes marginalisés l'accès à la société, c'est de rendre les infrastructures sociales, culturelles, politiques, physiques et économiques pleinement accessibles à tous.

17 L'essence même d'une société susceptible de promouvoir l'égalité des chances et d'accès pour tous et permettant parallèlement l'épanouissement de l'humanité dans toute sa diversité est décrite dans le concept stratégique "**Unesociété pour tous**". Une approche intégrée et assimilatrice du développement rend nécessaire une société pluraliste et tolérante, capable d'intégrer les différences entre les gens et de permettre à tous la participation aux activités sociales, culturelles et économiques, tout en tenant compte du

droit des générations futures à l'égalité des chances.

2.1. PRIORITES

2.1.1. GARANTIR UN ENVIRONNEMENT FAVORABLE A TOUS LES NIVEAUX

18 Une société qui aspire à mettre en oeuvre les principes d'une société pour tous serait capable d'optimiser son potentiel de développement social. En permettant et en favorisant la participation de tous à la société, il est possible de mobiliser au maximum la seule ressource impérissable, à savoir l'énergie et l'initiative des gens. L'octroi des pleins droits de citoyenneté à tous ainsi que l'organisation d'une division fonctionnelle du travail entre tous - femmes et hommes, enfants, adultes et personnes âgées, divers groupes ethniques et culturels, personnes dotées de capacités qui sont différentes - permettraient à tous de découvrir, de développer et d'utiliser tout leur potentiel humain.

19 Chaque personne traverse pendant son cycle de vie des périodes plus ou moins passagères, marquées par un affaiblissement plus ou moins relatif de la maîtrise de la vie. S'il est vrai que la participation à la société implique l'interdépendance et le droit à l'aide d'autrui, il n'en reste pas moins que le droit fondamental de tous à l'indépendance et à l'autodétermination doit être respecté. L'objectif primordial de l'action sociale professionnelle ne doit pas être de contrôler, mais d'encourager les gens à vivre leur vie à eux.

20 Les pouvoirs publics ne doivent pas élargir leurs activités au point de se substituer aux fonctions de la société civile, mais plutôt créer des conditions permettant à la société civile de générer activement des droits. Néanmoins, il reste un certain nombre de fonctions fondamentales dans la société qui ne peuvent être assumées et garanties que par les autorités centrales. En définitive, le gouvernement a la responsabilité de garantir à tous le même droit d'exercer leurs droits de l'homme universels, i.e. les libertés civiles, le droit à la protection, ainsi que les droits économiques, sociaux et culturels.

21 En outre, les pouvoirs publics ont la responsabilité d'assurer que les infrastructures physiques, psychologiques, économiques, sociales, politiques et culturelles ne soient pas discriminatoires à l'égard d'un groupe de personnes, quel qu'il soit. En vue de favoriser l'exercice de chances égales, y compris pour les personnes ayant des besoins spécifiques, les autorités doivent mettre à disposition, à un prix accessible, un ensemble de prestations sociales complémentaires. Pour ce qui concerne la production concrète et la répartition des moyens de première nécessité et des prestations complémentaires, il est toutefois nécessaire d'assurer la diversité fonctionnelle de ces prestations et la division du travail entre les pouvoirs publics, le marché, les ONG, la famille et les personnes concernées elles-mêmes.

2.1.2. REDUCTION ET ELIMINATION DE LA PAUVRETE

22 L'ampleur de la pauvreté reste un défi majeur et un obstacle sur la voie du développement social dans la plupart des régions du monde. Elle va de pair avec des problèmes tels que l'analphabétisme, une santé précaire, un statut inférieur de la femme,

des familles nombreuses et l'absence d'accès aux infrastructures et ressources indispensables à la survie de l'individu, sans parler de la possibilité de sortir de la pauvreté.

23 Une personne sur deux dans le monde est considérée comme étant extrêmement pauvre et à peine capable de manger à sa faim. Une part disproportionnée de ces personnes extrêmement pauvres sont des femmes et des enfants. Les enfants nés et vivant dans la pauvreté constituent le groupe le plus vulnérable pour qui il n'existe pas d'autre issue à la pauvreté que l'aide de la génération adulte. Une telle aide doit passer par la famille et, plus particulièrement, par une amélioration du statut de la femme, de ses droits et de son accès aux ressources fondamentales - la terre et l'eau, les services de santé pour la mère et l'enfant, les prestations de planning familial, les crédits, l'éducation et la formation.

24 La pauvreté est à la fois la cause et la conséquence d'une forte croissance démographique. Du fait de l'absence d'un régime de sécurité sociale, il est nécessaire d'avoir des familles nombreuses, ce qui à son tour limite à l'extrême les possibilités d'investissements tant au niveau familial que national. Vu la quasi impossibilité de trouver des arrangements financiers majeurs qui seraient nécessaires à l'introduction sur une vaste échelle d'un système global de sécurité sociale dans les pays plus pauvres, il importe d'étudier les possibilités qu'offrent les systèmes décentralisés ainsi que les mesures de soutien aux familles nombreuses et à la collectivité.

25 Dans le monde industrialisé, des formes nouvelles de pauvreté émergent, notamment dans les villes. La montée du chômage, l'absence ou l'inaccessibilité des services de santé et de réhabilitation, le coût élevé du logement et la désagrégation de la famille font qu'un nombre croissant de personnes sont exclues du courant principal de la société et obligées de rejoindre une couche nouvelle - celle des pauvres des villes.

26 Un effort sérieux visant à redistribuer les ressources mondiales entre les pays pauvres et les pays riches constituerait une condition préalable nécessaire, quoiqu'insuffisante, à la réduction et, finalement, l'allègement de la misère dans le monde. La conclusion d'accords mondiaux et régionaux sur la production et le commerce étant nécessaires, il est impératif d'y incorporer un agenda social global. Il n'en reste pas moins que l'allocation des ressources et la répartition des revenus sont en définitive une question nationale qui ne saurait être résolue uniquement à l'aide d'accords internationaux. Un bon gouvernement au service du peuple est une nécessité.

27 Même si les catastrophes causées par l'homme ou les cataclysmes naturels ne sont pas moins fréquents qu'ils ne l'étaient dans le passé, ils tendent à faire plus de victimes. Les personnes les plus démunies dans les pays les plus pauvres figurent parmi les victimes les plus vulnérables. En fait, le but des guerres et des conflits civils consiste à détruire les communautés civiles sans défense et leur moyens d'existence.

28 Le fossé humanitaire se creuse en raison du nombre croissant de victimes et de la réduction de l'aide humanitaire: des victimes de plus en plus nombreuses reçoivent de moins en moins d'aide. Les organisations internationales se doivent d'assurer la capacité opérationnelle des organisations de secours tout en oeuvrant à la prévention

et la solution des catastrophes.

29 Les opérations de secours nécessitent une planification soignée de la coopération entre les pouvoirs publics, les organisations non gouvernementales, les organisations de volontaires et les sinistrés. La capacité de lancer des opérations de secours, l'existence de systèmes d'alerte avancée et de programmes préventifs nécessitent la mise en oeuvre de programmes à long terme au niveau des communautés concernant la protection de l'environnement, le développement rural, les services de santé de base ainsi que les efforts d'éducation déployés par la collectivité.

2.1.3.L'EMPLOI PRODUCTIF ET LA REDUCTION DU CHOMAGE

30 L'accès à l'emploi productif ou à tout autre activité économique pour toutes les personnes désireuses de prendre part au marché du travail est un élément fondamental du développement, tant comme condition préalable que comme indication d'un développement économique et social réussi. Le manque d'opportunités de travail productif est une cause majeure de pauvreté et de marginalisation. En outre, cela dénie aux personnes concernées leur indépendance et la possibilité de faire des plans comme de disposer de leur propre vie.

31 Les processus de restructuration économique et les programmes d'ajustement structurel en cours ne sont jamais de nature purement économique et peuvent avoir des conséquences sociales considérables et coûteuses. L'extension nécessaire de la flexibilité du marché du travail et l'aménagement de l'emploi sont étroitement liés aux questions sociales telles que l'emploi, la distribution des revenus et la sécurité sociale. L'adoption de nouveaux modèles ne devrait pas se faire avant que des négociations aient eu lieu entre toutes les parties concernées et que leurs conséquences sur les conditions de vie des familles aient été dûment examinées.

32 Afin de permettre aux individus de continuer à disposer de leur vie et d'en mieux disposer, même en période de changements rapides dans leur environnement économique et le marché du travail, des approches novatrices combinant le travail, l'éducation, la formation et la garantie de mesures de sécurité sociale, tout au long des cycles de vie des gens, doivent être envisagées.

33 Des politiques visant à l'expansion de l'emploi productif devront être élaborées dans le nouveau contexte de la régionalisation et de la globalisation. Une redistribution du travail à l'échelle globale est en cours. Tandis qu'un besoin de solidarité se fait sentir et que le démantèlement des barrières commerciales s'impose dans le but d'améliorer la performance économique à l'échelle mondiale, les stratégies performantes en matière d'emploi national doivent être fondées sur le concept réaliste de l'avantage comparatif plutôt que sur les concepts protectionnistes traditionnels.

34 Un haut niveau d'emploi devrait constituer pour les gouvernements l'un des principaux objectifs sociaux à atteindre. Les défis que pose l'emploi national réclament par conséquent des formes novatrices de participation aux processus de production. Les

autorités locales, les coopératives, les groupes de volontaires et les organisations non gouvernementales, les familles et les individus eux-mêmes devraient former des coalitions plus larges et plus flexibles afin d'améliorer les niveaux de l'emploi local et de stimuler la collectivité en général.

35 Alors que la préférence marquée pour une économie de marché plutôt que pour une économie à pouvoir centralisé a récemment été sévèrement démontrée, il n'en demeure pas moins que des marchés entièrement libres n'existent nulle part. Il est par conséquent tout à fait illusoire de vouloir une totale liberté sur le marché du travail. L'obtention de conditions de sécurité minima pour les travailleurs, la garantie de conditions de travail et de salaires décentes, la participation de l'employeur aux coûts sociaux des employés, l'interdiction du travail des enfants et autres formes inhumaines d'emploi sont autant de revendications qui nécessitent des mesures législatives et une mise en application, en premier lieu par les syndicats, puis par les pouvoirs publics.

2.1.4. L'INTEGRATION SOCIALE

36 Durant des périodes de changement, des tendances et des structures nouvelles tendent à modifier le statut de divers groupes ainsi que la division du travail au sein des sociétés. Alors que l'effondrement des vieux régimes est l'essence du développement même, il se produit des phénomènes désirables et indésirables comme produits et sous-produits du changement.

37 L'importance trop grande accordée aux forces du marché et aux valeurs économiques, prônées au nom du régime moderne, ne correspond en fait qu'à une volonté simpliste de réintroduire le système d'économie libérale du siècle dernier. Le coût des efforts de restructuration économique a, dans certains pays, été socialement insoutenable. Parfois, il a même conduit à la guerre civile.

38 La marginalisation d'individus et de groupes spécifiques de gens, la discrimination directe et indirecte, le manque de ressources décentes et de sécurité, la pauvreté, l'aliénation et l'exclusion sociale ont tendance à détruire complètement les sociétés en voie de transition rapide et à introduire des éléments de conflits internes, la stigmatisation de boucs émissaires et l'intolérance. Certaines sociétés se sont du reste entièrement désagrégées. Les Etats et sociétés en passe de désintégration ne sont pas seulement une menace pour la sécurité de leurs membres; leurs problèmes tendent à passer les frontières, constituant une menace pour la sécurité et la paix aux niveaux régional et mondial.

39 On peut essayer d'obtenir l'intégration sociale soit en imposant l'homogénéité, soit en encourageant la diversité fonctionnelle. Dans un monde en mutation, la première méthode s'est révélée intenable et même désastreuse. Par exemple, les anciens systèmes socialistes ont essayé de maintenir la cohésion en interdisant la diversité, les différences d'opinion et de modes de vie. Cela a donné lieu à un processus de désintégration explosif.

40 Paradoxalement, par la décentralisation et la participation des individus au processus de prise de décision, les tendances à la désintégration peuvent être atténuées. Un processus qui envisagerait l'engagement des individus est par conséquent nécessaire. La coopération fonctionnelle entre les individus comme membres de leur famille, de leur réseau social, de leur travail, de leur voisinage et les ONG, les milieux d'affaires locaux ainsi que les autorités publiques locales est la clé de l'intégration fonctionnelle.

41 Les comportements envers les minorités et envers ceux qui vivent différemment ou qui ont l'air différent sont assimilés à la maison et dans la collectivité. "Edifier la plus petite démocratie au coeur de la société", comme le préconise l'Année internationale de la famille (AIF), est l'une des pierres angulaires de la société qui permettra de combattre la discrimination et l'intolérance. L'AIF appelait également à l'égalité entre garçons et filles, hommes et femmes.

42 Les principes fondamentaux de l'intégration sociale dans les sociétés inévitablement multiculturelles d'aujourd'hui sont les suivants: l'égalité des chances d'exercer une influence, l'égalité des chances en matière de développement de la personne et des droits égaux pour tous, y compris les libertés civiles, les droits sociaux, culturels, économiques et politiques.

43 Les organisations internationales oeuvrant dans ce domaine, à la fois non gouvernementales et intergouvernementales, ainsi que leurs contreparties nationales sont une force de premier plan dans la mise en place des mécanismes de contrôle et de première alerte pour détecter les tendances à la désintégration au sein des sociétés et pour maintenir la solidarité et la tolérance à l'ordre du jour international.

44 Les gouvernements et les organisations civiques devraient unir leurs efforts pour encourager l'hétérogénéité et la tolérance compte tenu des manifestations croissantes de racisme et d'intolérance. L'Année de la tolérance des Nations unies (1995) fournira un cadre à l'élaboration de programmes nationaux visant à décourager le racisme et la xénophobie.

2.2. PREOCCUPATIONS SPECIALES VIS-A-VIS DES CATEGORIES LES PLUS VULNERABLES

2.2.1. LES FEMMES ET LE DEVELOPPEMENT

45 Dans la mesure où les femmes constituent la moitié de la population mondiale, l'évolution des femmes a une incidence sur la paix et le développement et devrait par conséquent être prise en considération aux niveaux local, national, régional et international. Les femmes comme agents ou bénéficiaires du développement doivent notamment être totalement impliquées dans les processus de formulation, de planification, de prise de décision et d'application des politiques de développement.

46 Les femmes devraient avoir les mêmes droits, obligations et opportunités que les hommes dans tous les secteurs et à tous les niveaux du développement. Leur habilitation

à des pouvoirs et l'amélioration de leur statut politique, social et économique sont essentielles au développement humain et à l'indépendance des femmes et de leurs familles.

47 Une éducation traditionnelle, informelle et de type non traditionnel est essentielle pour permettre aux femmes d'acquérir des connaissances, des qualifications et la confiance en soi nécessaires à une pleine participation au développement.

48 La priorité devrait être accordée aux programmes de santé ciblant des femmes et des adolescentes tout au long de leurs cycles de vie, notamment dans les domaines de l'alimentation, des soins de santé primaire et de la reproduction.

49 L'intérêt global accru concernant les dimensions humaines du développement nécessite l'intégration des préoccupations de sexe dans toutes les phases et à tous les niveaux du développement durable comme moyen d'assurer le bien-être humain, afin que tous les individus puissent en avoir jouissance en toute égalité. La corrélation entre la population, les ressources, l'environnement et le développement devrait être dûment reconnue, correctement gérée et transformée en une synergie harmonieuse et dynamique.

50 L'allègement de la pauvreté et l'élimination de la pauvreté extrême sont indispensables à la réalisation du développement durable et à la promotion des femmes. La poursuite d'efforts permanents en vue de parvenir à une cohabitation équilibrée des sexes est une condition préalable au plein développement du potentiel humain.

51 Le renforcement des mécanismes nationaux pour la promotion des femmes à différents niveaux, fondé sur une collaboration efficace entre les gouvernements et les organisations non gouvernementales, est essentiel à l'intégration totale et sur un pied d'égalité des femmes dans le développement axé sur les individus.

52 Les droits des femmes et des adolescentes sont une partie inaliénable, intégrante et indivisible des droits de l'homme universels; par conséquent, toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, l'exploitation sexuelle et la violence fondée sur le sexe doivent être éliminées.

53 Les médias sont vivement engagés à respecter la dignité des femmes, notamment en les représentant positivement dans tous les divers rôles qui leur sont impartis.

54 Les personnes vulnérables, c'est-à-dire les femmes, les enfants, les handicapés, les personnes âgées, les malades chroniques, ne sont pas des personnes isolées mais appartiennent plutôt à une famille où ils devraient trouver aide et protection. Malgré un monde souvent fragile et soumis à des changements rapides, la famille continue d'être une source d'amour, de socialisation, d'éducation et de soins. En tant qu'unité fondamentale de la société, la famille a droit à la protection et au soutien de la société.

2.2.2. LES DROITS DES ENFANTS

55 La Convention sur les droits de l'enfant a marqué une nouvelle étape dans la compréhension des droits de l'enfant. Selon le Centre des Nations unies pour les droits de l'homme, la Convention appelle les Etats "à créer des conditions qui permettent aux enfants de jouer un rôle actif et créatif dans la vie sociale et politique de leurs pays". En outre, "(la Convention) établit le droit de l'enfant à être acteur de son propre développement".

Les Etats qui n'ont pas encore ratifié la Convention sont vivement engagés à le faire dès que possible.

56 En fait, aucune société n'a été conçue qui place les droits et les besoins des enfants sur un pied d'égalité avec ceux des adultes. La Convention et son mécanisme de suivi ont maintenant créé une dynamique qui devrait être utilisée pour améliorer le statut des enfants, préserver leurs droits au développement, les protéger de l'exploitation et garantir leurs libertés civiles ainsi que leur participation dans la société et à son mécanisme de prise de décision. Une société bonne pour ses petits est la meilleure garantie d'une société qui soit bonne pour tous.

57 Les mauvais traitements et l'abandon d'enfants tels que la prostitution infantile, l'exploitation du travail des enfants et les enfants des rues existent dans une certaine mesure dans tous les coins du monde et sont en violation flagrante de la Convention des Nations unies sur les droits de l'enfant.

58 Alors que les efforts développés pour répondre aux besoins urgents des enfants dans les pays en développement traditionnels doivent demeurer une priorité, un nouveau problème d'actualité brûlante est apparu récemment. Les organisations internationales ont pris conscience de l'internement massif d'enfants dans les anciens pays socialistes. Les origines de la confiance excessive placée dans l'institutionnalisation comme mesure de protection de l'enfance peuvent être identifiées dans la mentalité professionnelle et publique qui a été créée à l'époque du régime socialiste. Celle-ci était caractérisée par la sous-estimation du rôle et des ressources des individus eux-mêmes et de leurs familles, l'approche médicale des problèmes sociaux, une intolérance systématiquement appliquée à ceux qui étaient différents et des sentiments mitigés pour ce qui est de la loyauté envers les autorités publiques, de la loi et des responsabilités civiles, y compris les responsabilités familiales.

59 La question ainsi que les suggestions présentées pour améliorer les droits et le statut des enfants menacés ou déjà placés dans des institutions sont résumées dans la Déclaration de Riga sur les alternatives à la protection institutionnelle de l'enfance, publiée le 2 février 1994 par l'UNICEF et l'ISCA (Alliance internationale pour la protection des enfants). Ces recommandations devraient être largement diffusées à tous les organismes gouvernementaux et non gouvernementaux concernés et une priorité absolue devrait être donnée à la prise de mesures immédiates et à leur application sans délai.

60 Les Etats devraient garantir des normes nationales de conditions de vie saines et sans danger pour les enfants et les familles. Dans le cas où la charge de l'enfant et une éducation sans risque ne pourraient pas être assurées à la maison, l'enfant devrait être en mesure de recevoir des soins de substitution appropriés similaires autant que possible à ceux d'une vie de famille.

2.2.3.LES PERSONNES HANDICAPEES

61 Selon l'Organisation mondiale de la santé, une personne sur dix est supposée atteinte d'une infirmité. Toutefois, ce chiffre ne prend pas en compte l'impact beaucoup plus important que peut avoir l'infirmité sur le cycle de vie des gens.

62 Les personnes handicapées ont été et sont encore parmi les catégories les plus discriminées de toutes les sociétés. Toute infirmité est considérée comme un stigmate qui donne droit à la société de priver une personne de la plupart des droits garantis aux autres citoyens. Néanmoins, d'après les instruments officiels des droits de l'homme universels, les personnes affectées de troubles fonctionnels ont également droit à la satisfaction de leurs besoins de base, à l'égalité de participation, à l'indépendance et à l'autodétermination.

63 La solution aux problèmes rencontrés par les personnes handicapées sous-entend tout d'abord que l'on comprenne que les personnes affectées de différences fonctionnelles ont la connaissance et l'expérience de leurs propres besoins. Des experts, par contre, sont nécessaires dans l'élaboration d'un processus global d'égalisation des chances fondé sur la non-discrimination et un meilleur accès à tous les systèmes de la société. Le fait de donner aux personnes elles-mêmes les moyens de prendre en charge leur propre vie est la manière la plus efficace de parvenir à l'intégration et à l'égalité.

64 La communauté internationale a récemment adopté un instrument juridique international afin de faire avancer la cause des personnes handicapées. Les "Règles normatives sur l'égalisation des chances pour les personnes handicapées" (ONU A/48/96) donnent les grandes lignes applicables à l'échelle universelle et une gamme d'options viables pour l'application de ces principes.

65 Les gouvernements ont tendance à apporter leur soutien à des résolutions et programmes internationaux dans un souci de se faire bien voir sans avoir la moindre intention d'engager leur responsabilité pour les mettre en oeuvre. Par exemple, les Règles normatives ont été adoptées à l'unanimité, mais les ressources pour leur mise en application et leur surveillance n'ont aucunement été identifiées.

3. LES MOYENS D'APPLICATION D'UNE STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT SOCIAL POUR UNE SOCIETE POUR TOUS

66 Des stratégies sectorielles pertinentes visant à un monde meilleur pour tous ont en fait été élaborées: "De la nourriture pour tous" (FAO), "La santé pour tous" (OMS), "L'éducation pour tous" (UNESCO), "Un emploi pour tous" (OIT), "Un logement pour tous" (Habitat) et Action 21 de la CNUED.

67 Une meilleure intégration de toutes les stratégies de développement général doit aboutir. Il n'y a qu'un seul monde pour tous et il n'est pas divisé en fonction des mandats sectoriels d'organisations internationales. Le développement social ne peut avoir lieu qu'à travers une approche intégrée, transsectorielle de la planification du développement, de la coopération en matière de développement et du partage des ressources.

68 Il existe un besoin urgent d'intégrer ces stratégies au niveau national sous l'égide d'une "STRATEGIE POUR UNE SOCIETE POUR TOUS". Les programmes sectoriels, administrés au coup par coup, doivent être remplacés par une approche de politique intégrée. Le mot d'ordre de la Conférence de Rio "Pensez globalement, agissez localement" pourrait servir de principe de travail fonctionnel à tous les niveaux.

69 Le développement axé sur les individus peut être facilité en renversant les formules de planification, en commençant par l'engagement des personnes intéressées et en faisant appel à des experts uniquement pour élaborer les solutions techniques. En outre, il requiert la dislocation des pyramides organisationnelles et l'interversion du rôle de directeurs et d'administrateurs qui, de maîtres, passeraient au rôle de serviteurs.

3.1. LE ROLE DES DIVERS AGENTS ET L'APPEL A L'ENGAGEMENT

70 Toutefois, la dislocation des pyramides, la décentralisation, l'engagement des individus et la démocratisation, ainsi que la reconnaissance de la diversité au niveau local nécessitent, bien évidemment, la mise en place de mécanismes efficaces, des mécanismes de suivi et d'appel concernant les droits de l'homme élémentaires. Seuls les organes législatifs de très haut niveau peuvent s'acquitter efficacement de cette tâche.

71 Au niveau international, l'Organisation des Nations unies, reconnue comme la seule organisation intergouvernementale à caractère universel, devrait renforcer son rôle d'organisation normative consacrée et correctement adaptée à la surveillance et au respect des droits de l'homme universels. L'engagement du secteur non gouvernemental doit être renforcé dans le processus de surveillance et de mise en application du programme.

72 Au niveau national, il ne devrait pas être permis aux gouvernements de se soustraire à leurs obligations en tant qu'organe exécutif garantissant la matérialisation des droits de l'homme universels pour tous. Le manque de ressources n'est pas une excuse aussi longtemps que les gouvernements dépenseront une grande proportion de

leurs ressources financières et humaines à des fins militaires. Il y a un besoin urgent de prendre conscience que la sécurité et le développement humains ne peuvent être fondés sur les doctrines militaristes classiques, Au contraire, la pensée et les concepts militaristes constituent les principales menaces au développement social durable et à l'avenir même de l'humanité.

73 L'action des organisations non gouvernementales devrait viser à donner aux individus les moyens qui leur permettent de faire entendre une voix forte auprès des gouvernements et des organisations gouvernementales internationales. La gestion de la vie des gens pour satisfaire les intérêts personnels de quelques dirigeants politiques et hauts fonctionnaires ne peut être combattue qu'en unissant les forces de tous au niveau de la base. Si cela n'est pas fait, il en résultera "une société au service d'une minorité".

74 Au niveau local, les communautés devraient être encouragées à s'organiser afin d'assumer une large part de responsabilité vis-à-vis de leurs propres membres, de faciliter les négociations concernant l'obtention de ressources situées en dehors de leur secteur et de jouer un rôle actif dans leur propre développement, assistées, dans la poursuite de ces objectifs, par la décentralisation gouvernementale en matière de prestations de services et par les ONG oeuvrant à ces fins.

75 Dans les communautés locales, les gens sont au coeur du développement et - au bout du compte - du maldéveloppement. C'est dans la communauté que la sécurité humaine et l'égalité des chances peuvent se matérialiser ou pas.

76 Les initiatives de développement des gens, ainsi que les personnes qui ont un besoin effectif d'assistance particulière, devraient être soutenues de manière décentralisée dans la communauté où ils vivent plutôt que par des agences hiérarchiques contrôlées à distance par des organes gouvernementaux. Une approche globale fondée sur la collectivité s'est avérée rentable en déclenchant, stimulant et maintenant des processus de développement social. La coopération des individus et des familles, des ONG locales, des milieux d'affaires locaux ainsi que des autorités publiques locales est un instrument efficace dans les efforts développés pour focaliser l'environnement vivant sur les individus.

77 La communauté devrait se mobiliser dans:

- la diffusion d'informations sur les droits universels des individus;
- l'évaluation des besoins des gens et tout particulièrement des catégories à risque;
- la mobilisation des ressources existantes pour subvenir aux besoins des gens.

78 La communauté locale devrait mobiliser la base pour soutenir le travail des ONG nationales dans des activités telles que:

- la défense des droits de l'homme;
- le lancement de projets-pilotes pertinents comme modèles à suivre;
- le renforcement des pressions sur les autorités locales, les ministères

concernés, les parlementaires, les médias, les professionnels de la santé et de l'éducation, les travailleurs sociaux et les familles elles-mêmes;
 - la formation et la diffusion d'informations;
 - les collectes de fonds.

79 Les organisations non gouvernementales devraient également agir activement pour rendre les gouvernements responsables. Les ONG nationales devraient contrôler tout particulièrement l'application des Conventions internationales, ainsi que l'application des résolutions que le gouvernement a soutenues dans des organisations internationales.

80 Une société civile forte est un mécanisme d'équilibre nécessaire au pouvoir d'Etat. C'est un élément crucial dans les efforts développés pour parvenir à la réalisation des droits de l'homme universels. Ce n'est que par le biais d'une société civile active qu'il sera possible d'ajuster les structures et processus de la société pour répondre de manière adéquate aux besoins et aux aspirations de tous les individus.

81 Les professionnels, qu'ils soient employés par des organisations gouvernementales ou non gouvernementales, pourraient faciliter le processus en mettant leurs compétences au service des gens afin de leur permettre de participer et de contribuer au développement en cours.

82 Les familles ayant un mode de fonctionnement stable sont des agents essentiels du développement social durable compte tenu de leur rôle fondamental comme organe intermédiaire entre les individus et la société. Le progrès social implique l'interaction constante et dynamique des structures et fonctions familiales et de l'environnement social, économique, culturel et physique plus étendu. Les familles et les familles élargies devraient être soutenues afin qu'il leur soit permis de remplir convenablement leurs fonctions.

83 Alors que les familles sont soutenues en tant qu'unités, le statut des femmes et les droits des enfants devraient être protégés contre les structures et pratiques patriarcales de la société dans la mesure où de telles tendances trouvent également leur expression au sein de la famille.

84 Il existe plusieurs types de familles et cette diversité devrait être reconnue et prise en compte. La sécurité sociale et la dignité devraient également être garanties aux personnes qui n'ont pas de famille, notamment les enfants et les personnes âgées.

4. CONCLUSIONS

85 La mise en valeur d'une coopération intégrant la diversité des individus est un principe favorable à la paix et au développement social tant au niveau national qu'au niveau international. C'est également la meilleure garantie de la sécurité humaine.

86 Il n'y a qu'un seul monde, un seul monde pour tous. Un processus de développement durable n'est possible que s'il est engagé et soutenu à l'échelle mondiale

parallèlement à des efforts nationaux. Il y a actuellement un besoin urgent et une occasion de reconsidérer la répartition des ressources à l'échelon national et international et d'accorder une plus grande priorité aux conditions préalables au développement humain et à la sécurité humaine dans tous les plans de développement. A cet égard, la proposition "20-20" du PNUD devrait être examinée avec la plus grande attention. Elle appelle à ce qu'un cinquième, au minimum, des fonds de l'aide officielle au développement (AOD) des pays donateurs soit alloué aux priorités humaines et en conséquence à ce que 20% des budgets nationaux des pays bénéficiaires soient attribués aux priorités humaines.

87 La complexité du monde moderne, la nature chaotique des processus sociaux, économiques et politiques qu'il faut affronter à tous les niveaux requièrent une nouvelle façon de penser. Les méthodes techno-sociales des experts doivent faire place à une approche plus cogestionnaire. Il est nécessaire de remplacer le contrôle par la coopération. L'égoïsme économique des riches et des puissants doit être combattu. Les limites écologiques et sociales à la croissance démographique et à la consommation excessive doivent être mises en application. Dans le cadre du nouveau plan d'action social, il est recommandé d'éviter de simples propositions au coup par coup et de rechercher des solutions flexibles permettant d'aboutir à un développement durable pour tous.

Tous les êtres humains ont, de par leur véritable nature, le potentiel et la volonté d'être des agents actifs de leur propre vie plutôt que des objets dépendant du pouvoir des autres ou de structures anonymes. Les éléments clés du développement social sont exprimés dans des objectifs tels que: de la nourriture pour tous, un logement pour tous, la santé pour tous, l'éducation pour tous et une participation significative pour tous.

L'expérience montre que certains groupes de gens risquent tout particulièrement d'être privés de l'égalité des chances et de leur droit au développement de la personne. Parmi ces groupes se trouvent les enfants, les femmes, les personnes âgées, les handicapés, les populations rurales, les populations autochtones et autres minorités ethniques et religieuses. Les stratégies de développement social doivent commencer par la reconnaissance de la vulnérabilité particulière de ces groupes. Mais des programmes morcelés visant exclusivement des groupes cible restreints ne connaîtront pas une réussite durable. Par contre, le soutien et la promotion d'initiatives de base préférés à la tutelle et à la charité indiquent la voie vers un avenir plus humain. Le pouvoir pour quelques-uns est incompatible avec le développement social pour tous.

Le Sommet mondial des Nations unies pour le développement social est une occasion pour la communauté mondiale d'ouvrir un nouveau chapitre du développement social général. Le CIAS appelle la communauté mondiale, représentée au **Sommet mondial des Nations unies pour le développement social**, à reconnaître et à se conformer à l'idée que la pauvreté et l'injustice sociale ne sont pas seulement intolérables d'un point de vue éthique et humanitaire, mais qu'elles constituent en fait une bombe à retardement qui doit - et c'est une question de priorité politique absolue - être désarmée avant qu'elle ne déclenche une réaction en chaîne mortelle de destruction de la race humaine tout entière. Cela ne suffit pas de combattre les cas les plus extrêmes d'injustice, de pauvreté, de discrimination et de violence sur une base ad hoc. De la même façon que la Conférence des Nations unies sur l'environnement et le développement a fait prendre conscience du contexte global des questions environnementales, le **Sommet mondial des Nations unies pour le développement social** devrait faire prendre conscience du contexte global du développement social. Le mot d'ordre de la Conférence de Rio "Pensez globalement, agissez localement!" est également applicable au domaine du développement social. Mais l'inverse est également nécessaire: "Pensez localement, agissez globalement!". Le CIAS est en bonne position pour encourager les deux approches sur les fondements solides de son réseau international et les activités et l'expérience de ses membres au niveau local.

Une approche intégrée et d'intégration du développement social requiert une société qui soit pluraliste et tolérante à tous les niveaux, qui s'adapte aux différences des gens et qui permette à tous de participer aux activités sociales, culturelles, religieuses et économiques, prenant pleinement en considération le droit à l'égalité des chances également des futures générations. L'objectif doit être le développement social durable (y compris le développement humain), et non pas la croissance économique pour la croissance économique.

La diversité des individus et des peuples doit être comprise comme une force et une chance plutôt que comme un irritant. Les différences dues à l'âge, au sexe, à la couleur, au milieu culturel ou religieux, les aptitudes etc. doivent être respectées et nourries

**LA DECLARATION DE TAMPERE
DU CONSEIL INTERNATIONAL
DE L'ACTION SOCIALE**

Tous les êtres humains ont été créés égaux. Mais chaque personne est différente. C'est le rôle légitime des gouvernements de garantir l'égalité et de respecter les différences. Les gouvernements ont l'obligation de protéger les pauvres et ceux qui travaillent en faveur des pauvres, mais bien trop souvent ils agissent dans l'intérêt de minorités riches, influentes ou privilégiées, intensifiant de cette façon l'appauvrissement et la marginalisation. La petite planète sur laquelle nous vivons, héritage commun à tous les êtres humains et legs que nous transmettrons aux générations futures, ne peut devenir un véritable habitat commun que si tous les gouvernements à tous les niveaux adoptent et respectent des valeurs humaines. Dans la société globale qui est en train de naître aujourd'hui, les organisations non gouvernementales (ONG) contribuent à exprimer et à promouvoir les besoins et aspirations des gens à une participation active dans la société et à un égal accès aux ressources de la société. Les ONG sont le pivot de la société civile qui est nécessaire pour réaliser pleinement la promesse de démocratie politique. La coopération - et les conflits - entre ces deux composantes de la société (gouvernements et ONG) sont essentiels à la sauvegarde et à la promotion des droits de l'homme.

Le Conseil international de l'action sociale (CIAS) est une organisation de membres qui a consacré ses 66 ans d'expérience et d'activités à la promotion de la justice sociale et du développement social à travers le monde. Elle a pour objectif d'aider ses membres à former un réseau efficace, à tirer des principes fondamentaux de leurs efforts variés et à attirer l'attention des gouvernements, des organisations intergouvernementales et du grand public sur ces principes par l'intermédiaire d'une action éducative et politique. Pour mieux réaliser cet objectif, le **CIAS** a adopté une nouvelle déclaration de principe qui vise à focaliser les activités du **CIAS** sur le soutien aux initiatives des ONG aux niveaux local, régional et global et à renforcer l'efficacité de ses efforts de promotion. Le but du **CIAS** pour la décennie à venir est de passer systématiquement d'une vision à une politique, d'une politique à des programmes et des programmes à l'action - y compris de contrôler les engagements pris par les gouvernements lors du **Sommet mondial des Nations unies pour le développement social, Copenhague, mars 1995**.

Bien que la croissance économique, le développement démocratique et le progrès technologique aient considérablement avancé dans de nombreuses parties du monde ces dernières années, aucun pays n'a satisfait pleinement aux normes établies dans la **Déclaration universelle des droits de l'homme**. Dans de nombreuses parties du monde, des individus et des peuples sont privés des droits sociaux, politiques, économiques et civils même les plus élémentaires. Nulle part la pauvreté et la discrimination n'ont été éliminées, et dans de nombreuses régions elles sont plutôt la règle que l'exception. Cette situation est devenue un obstacle majeur à l'évolution de l'homme et, dans certains cas, même une cause de conflit armé: dans un monde qui est de plus en plus interconnecté, les droits sociaux, économiques, culturels, politiques et civils ne peuvent être limités à certaines classes et régions. S'ils doivent être garantis n'importe où, ils doivent l'être partout.

plutôt qu'éliminées. La violence, l'intolérance et la xénophobie doivent être vigoureusement combattues où qu'elles se manifestent. La guerre est tout l'opposé du développement social durable. Elle doit être reconnue et dénoncée par la communauté mondiale pour ce qu'elle est: l'obscénité suprême.

Certaines fonctions élémentaires dans la société ne peuvent être remplies et garanties que par le pouvoir central. Au bout du compte, le gouvernement a la responsabilité de garantir que tous les individus jouissent du même droit et de la possibilité d'exercer leurs droits de l'homme universels. Outre la garantie des libertés civiles, la protection contre la violence et la discrimination et le droit à une vie privée, ceux-ci comprennent les droits culturels, religieux, sociaux et économiques. Afin de permettre à ceux qui ont des besoins spécifiques d'accéder à l'égalité des chances, les pouvoirs publics doivent rendre disponibles et accessibles un éventail de services sociaux complémentaires. En ce qui concerne la manifestation et la répartition réelles des besoins et des services complémentaires, les instruments fonctionnels devraient être diversifiés et le travail réparti entre les pouvoirs publics, le marché, les ONG et autres institutions intermédiaires, les communautés, les familles et les individus eux-mêmes.

Le **CIAS** sera un partenaire actif dans cette diversité. En collaboration avec ses membres, d'autres ONG, les pouvoirs publics et même les entreprises privées aux niveaux local, régional et global, il essaiera de contrôler les progrès réalisés dans le sens des objectifs énoncés lors du **Sommet des Nations unies pour le développement social** en vue de stimuler tout particulièrement la prise de mesures d'action. Compte tenu de sa longue tradition de promotion de la justice sociale et du développement social ainsi que de son réseau international, le **CIAS** se déclare déterminé à accomplir des tâches spécifiques dans le cadre du suivi du **Sommet mondial des Nations unies pour le développement social**. Ces tâches consistent à:

- rappeler aux gouvernements leurs obligations et leurs engagements et à dénoncer les échecs et les insuffisances tout en appuyant et en rendant publiques certaines actions positives des gouvernements;
- se faire le porte-parole honnête et intelligible des gens et de leurs besoins et aspirations véritables au travers des organisations membres au niveau local et de l'action éducative et politique au niveau international;
- donner des pouvoirs, par le biais des activités de ses organisations membres, aux individus et aux groupes qui sont désavantagés, exploités, vulnérables ou bien confrontés à des difficultés;
- permettre aux organisations de s'engager dans une action efficace pour le changement positif à tous les niveaux;
- identifier et promouvoir les succès et rejeter les échecs dans le secteur non gouvernemental.

Edité par le Comité national finlandais du CIAS
Kotkankatu 9, 00510 Helsinki



Edité par le Comité national finlandais du CIAS
Kotkankatu 9, 00510 Helsinki

ISBN 951-747-090-8